Le réchauffement que nous connaîtrons lors des deux prochaines décennies est en grande partie définitif. Nous avons encore le choix de ce qui vient après.

Note d'information des Sénateurs pour des solutions climatiques

RAPPORT SUR LE CLIMAT CHANGEANT DU CANADA DE 2026

Octobre 2026

SURVOL

Le 3 septembre 2026, Environnement et Changement climatique Canada a publié le Rapport sur le climat changeant du Canada de 2026 (le RCCC2026), la deuxième édition de l'évaluation de la science du climat à l'échelle du pays. Le premier rapport est sorti en 2019. Il a été rédigé principalement par des experts du climat d'Environnement et Changement climatique Canada, de Pêches et Océans Canada, d'universités et d'Ouranos, qui se sont appuyés sur des recherches examinées par des pairs. Ce rapport donne suite à l'engagement pris dans le Plan d'action pour l'adaptation du gouvernement du Canada visant à élaborer des évaluations climatiques pancanadiennes périodiques pour éclairer la prise de décision sur l'adaptation.

Sa portée met l'accent sur le climat physique : comment le Canada a changé et comment il devrait changer selon différentes trajectoires d'émissions mondiales. Les répercussions sur les collectivités, la santé, l'environnement et l'économie sont abordées dans d'autres rapports du Processus d'évaluation nationale, de sorte que le rapport décrit les dangers sans mesurer leurs conséquences. Le rapport comprend également 13 études de cas d'auteurs des Premières Nations, des Inuits et des Métis consignant les observations et les connaissances autochtones.

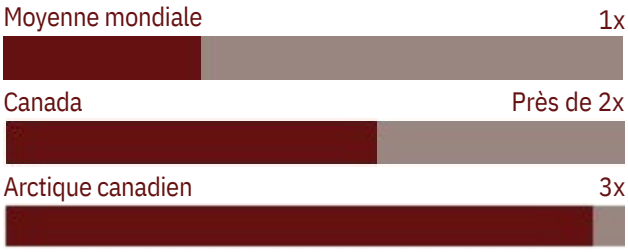
Les principales constatations sont que le Canada s'est réchauffé d'environ 2,0 °C depuis 1948, soit près du double du taux mondial depuis 1970, et qu'un réchauffement supplémentaire d'environ 0,9 °C d'ici 2040 est inévitable. Ce qui se passera ensuite dépendra des émissions mondiales. La présente note résume les constatations et met en évidence les points où elles se recoupent avec les domaines politiques sur lesquels les sénateurs travaillent, afin d'éclairer la discussion plutôt que de recommander une position stratégique.

> « Le réchauffement d'origine humaine est la seule explication des changements collectifs observés.
>
> — Rapport sur le climat changeant du Canada de 2026, énoncé principal 4

1 CE QUI A DÉJÀ CHANGÉ

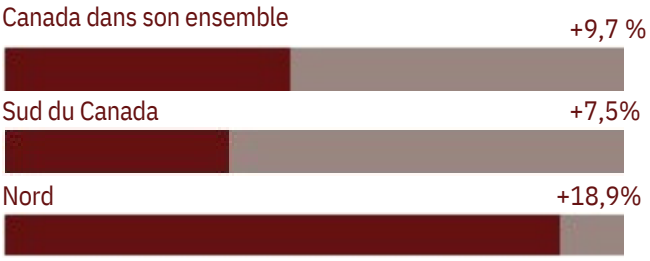
Le Canada s'est réchauffé plus rapidement que la plupart des autres pays du monde, et la cause ne fait aucun doute.

Vitesse de réchauffement depuis 1970
Par rapport à la moyenne mondiale (1×)



Source : Énoncé principal 2 : Chapitre 4. L'Arctique est la région située au nord du cercle arctique au Canada.

Changements dans les précipitations annuelles
De 1949 à 2023, en pourcentage de la quantité moyenne (de 1961 à 1990)



Source : Chapitre 2 – Messages clés. Le Nord comprend le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

Le réchauffement a déclenché une série de changements observés.

AIR ET TERRE
- Augmentation des épisodes de chaleur extrême
- Diminution des épisodes de froid extrême
- Saisons de croissance plus longues
- Saisons des feux plus longues



EAU ET GLACE
- Débit de pointe des cours d'eau plus hâtifs
- Saisons de couverture de neige et de glace plus courtes
- Rétrécissement des glaciers
- Fonte du pergélisol



OCÉANS ET CÔTES
- Réchauffement des océans
- Augmentation des vagues de chaleur marines
- Acidification des océans
- Élévation du niveau de la mer



Analyse

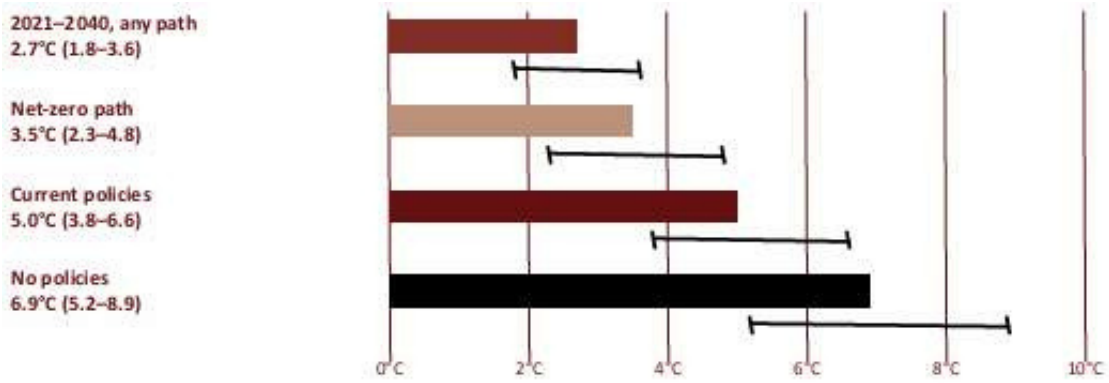
- La cause ne fait plus débat. Le rapport conclut que les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines constituent la seule explication plausible de la tendance des changements (degré de confiance très élevé). L'attribution est plus forte qu'en 2019, et le degré de confiance accordé au fait que les précipitations ont augmenté est passé de moyen à très élevé.
- La moyenne nationale fait descendre celle du Nord. Le Nord s'est réchauffé de 2,6 °C contre 2,0 °C à l'échelle nationale, et l'amplification arctique, qui découle des rétroactions comme la fonte de la glace de mer, se poursuivra tout au long du siècle.
- Les saisons ne se réchauffent pas également. L'hiver et l'automne se sont réchauffés davantage que le printemps et l'été, ce qui se traduit par des saisons de neige et de glace plus courtes et moins de froid extrême, et pas seulement des étés plus chauds.

2 CE QUI S'EN VIENT

Jusqu'en 2040, la voie est tracée. Ensuite, elle bifurque.

Réchauffement projeté pourle Canada parrapport à l'èrepréindustrielle (1850-1900)

Barre : estimationcentrale.Ligne : Plagede5à95%.Troisrangéesdubas : de2081à2100.



Scénario de carboneutralité

- La température se stabilise après 2050 environ.
- Précipitations en hausse d'environ 10 %
- Le niveau de la mer, les glaciers et le pergélisol ne cessent de changer.

Politiques actuelles

- Le réchauffement se poursuit en 2100.
- Les glaciers de l'Ouest perdent plus de 75 % de leur masse.
- Le centre de l'océan Arctique est libre de glace la plupart des mois de septembre.

Aucune politique

- Précipitations en hausse d'environ 17 %
- Averses plus abondantes; sécheresses estivales plus fréquentes dans le Sud.
- Les glaciers, le pergélisol et le niveau de la mer sont tous plus élevés.

Signification des chiffres

- 2026-2040 est une fenêtre de planification fixe. Unréchauffement supplémentaire d'environ 0,9°C survient dans tous les scénarios, ce qui rend l'adaptation rapide essentielle, quelle que soit la voie des émissions.
- Après 2040, chaque choix ajoute des degrés. Àlafindu siècle,la carboneutralité avecles politiques actuelles serait de +1,5 °C. Avec les politiques actuelles ou en l'absence de politique, il y aurait une augmentation de 1,9 °C.
- Même dans le meilleur des cas, il faut s'adapter. Lacarboneutralité signifietoujoursenviron 3,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, le niveau de la mer, les glaciers et le pergélisol continuant de changer.



3 OÙ ÇA S'APPLIQUE

Les changements physiques s'appliqueront de manière inégale et dans des domaines politiques très différents.

Le rapport offre une évaluation deschangements climatiques physiques; il ne présente pasd'évaluationcomplètedeleurs répercussions sociales et économiques. Les étiquettes indiquent le degré de confiance à l'égard de chaque constatation. Les lignes « Optiques du Sénat » indiquent comment nous croyons que chaque constatation est susceptible de s'appliquer.

Chaleur extrême

ÉLEVÉ

Les chaleurs extrêmes sont déjà plus fréquentes et intenses, les froids extrêmes le sont moins. Ces deux tendances s'accentuent chaque fois qu'on monte d'un degré.

Optique du Sénat : Santé publique, travaux extérieurs, demande en électricité : climatisation accrue, chauffage réduit.

Sécheresse et eau en été

ÉLEVÉ

Les sécheresses estivales s'allongeront et s'intensifieront dans le centre et le Sud du Canada. La fonte hâtive de la neige menace l'approvisionnement en eau en été.

Optique du Sénat : Agriculture, irrigation et approvisionnement municipal en eau.

Crues soudaines

ÉLEVÉ

Des pluies plus intenses signifient plus de crues soudaines, y compris dans les villes. Jusqu'à présent, les inondations fluviales ne montrent aucune tendance nationale uniforme.

Optique du Sénat : Drainage municipal, logement, perte de vie, assurance et financement en cas de catastrophe.

Feux de forêt

ÉLEVÉ/MOYEN

La saison des feux est plus longue et les phénomènes météorologiques extrêmes liés aux feux augmenteront dans la plupart des régions. La superficie brûlée a augmenté, à un degré de confiance moyen.

Optique du Sénat : Gestion des urgences, perte de puits de carbone dans les secteurs forestiers, évacuations, fumée et santé.

Côtes et niveau de la mer

ÉLEVÉ

L'élévation atteint 34 cmpar siècle dans le Sud du Canada atlantique et l'Ouest de l'Arctique. Les crues extrêmes augmenteront.

Optique du Sénat : Infrastructure côtière, logement et bien-être des Autochtones dans le Canada atlantique et l'Arctique.

Océans

ÉLEVÉ

Leseaux entourant le Canada se sont réchauffées et acidifiées, et les vagues de chaleur marines sont plus fréquentes et continueront d'augmenter.

Optique du Sénat : Pêche, aquaculture, affaiblissement de l'absorption du carbone océanique dans certaines régions et économies côtières.

Pergélisol, neige et glace de mer

ÉLEVÉ

Ledégel dupergélisol est en train de refaçonnerles terresnordiques, et la couverture de glace fixe,vitale pourles déplacements et la chasse, a diminué.

Optique du Sénat : Infrastructures du Nord, logement, déplacements et accès à la chasse, communautés autochtones.

Glaciers et eaux des montagnes

ÉLEVÉ

Les glaciers de l'Ouest disparaîtront engrande partie d'ici 2100; plus de 55 % de la glace disparaît même si le réchauffement est maintenu à 2 °C.

Optique du Sénat : Sécurité de l'eau dans les bassins versants de l'Ouest.

4 BILAN DE CARBONE DU CANADA

Les puits de carbone du Canada : une incertitude importante.

Les terres et les océans absorbent le carbone,ce qui aide àcompenser certaines émissions d'origine humaine.LeRCCC2026 comporte une évaluation des terres et des océans du Canada comme puits nets de carbone au cours des dernières décennies, avec un degré de confiance moyen. Ce rapport prévoit que les océans resteront un puits tant que le CO_2 atmosphérique continuera d'augmenter, bien que l'absorption puisse être affaiblie dans certaines régions par des facteurs tels qu'une stratification accrue, une formation réduite des eaux profondes dans la mer du Labrador et une capacité arctique limitée. L'équilibre futur sur les terres reste incertain; une plus grande absorption de carbone par la végétation pourrait être compensée par les émissions provenant des feux de forêt, du dégel du pergélisol et d'autres perturbations, ainsi que par la perte de végétation forestière qui, autrement, continuerait à absorber le carbone.



Pourquoi le bilan carbone est-il important?

ABSORPTION DU CARBONE

- La croissance de la végétation et l'absorption par les océans peuvent éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère.

LIBÉRATION DE CARBONE

- Les feux de forêt, le dégel du pergélisol et d'autres perturbations peuvent libérer du carbone dans l'atmosphère.

Implications de l'analyse

Il serait trompeur de supposer que les puits de carbone naturels absorberont toujours la même quantité de carbone à l'avenir. Leur trajectoire incertaine renforce l'importance de distinguer les réductions d'émissions de la contribution des systèmes naturels.

5 QUESTIONS ET LECTURES SUPPLÉMENTAIRES

EN 30 SECONDES...

- Le Canada s'est réchauffé d'environ 2,0 °C depuis 1948, soit près du double du réchauffement à l'échelle mondiale depuis 1970. Dans le Nord, le réchauffement a été encore plus rapide.
- Un autre réchauffement d'environ 0,9 °C d'ici 2040 est définitif. La carboneutralité par rapport aux politiques actuelles est l'écart entre 3,5 °C et 5,0 °C d'ici 2100.
- Même dans le meilleur des cas, la température est supérieure d'environ 3,5 °C aux niveaux préindustriels. L'adaptation n'est pas en option.

Lire la suite

Énoncés principaux

Les 15 constatations principales, un paragraphe chaque.

Lire le Résumé du rapport



QUESTIONS QUI SE POSENT

1. Les normes d'infrastructure, les codes du bâtiment et les critères de financement actuels intègrent-ils les dernières projections climatiques, et comment les ministères évaluent-ils si les normes existantes restent adaptées à l'objectif?
2. Un réchauffement d'environ 0,9 °C à court terme est inévitable. Quels investissements dans l'adaptation sont rentables dans chaque scénario et sont-ils financés en perspective de 2040?
3. C'est dans le Nord que le réchauffement est le plus rapide, et le dégel du pergélisol est en train de refaçonner les terres. Le soutien à l'adaptation correspond-il à l'exposition des communautés nordiques et autochtones?
4. Le chapitre 10 a pour but de relier la science nationale aux décisions locales. Les municipalités, les provinces et les gouvernements autochtones peuvent-ils obtenir des données climatiques adaptées lorsqu'ils en ont besoin?
5. Le rapport comprend 13 études de cas venant de Premières Nations, d'Inuits et de Métis. Comment les activités scientifiques et communautaires autochtones influencent-elles les décisions fédérales?

Quelques réactions au rapport

S'adapter maintenant pourrait limiter les dommages causés par le réchauffement déjà définitif, une adaptation qui se paiera d'elle-même plusieurs fois. Chaque dollar investi dans la préparation des infrastructures, des collectivités et des entreprises aux inondations, à la chaleur et aux fortes pluies rapporte jusqu'à 15 $ en évitement de pertes, selon notre analyse. - RyanNess, directeurdelarecherchesurl'adaptation, Institut climatiquedu Canada

Les politiques actuelles à l'échelle mondiale et ici au Canada ne permettent pas d'atteindre cet objectif de température. Par conséquent, à l'heure actuelle, nous observons des phénomènes climatiques plus intenses et des tempêtes dévastatrices à l'horizon. - Damon Matthews, professeur et climatologue, Université Concordia

Comptetenudesrécents reculs importants en matière de politique sur le climat,lastratégienationale en matière d'électricité (ou plus précisément d'électrification)estdevenue le meilleur outil du Canada pour réduire les émissions,toutenbâtissant une économie canadienne plus forte, plus sûre et plus résiliente.Pourtant, à ce stade, il s'agit d'un concept et non d'un plan. Pourêtreunesolution significative, le budget de l'automne 2026 doit comporterdesinvestissements accrus dans l'électrification de l'ensemble de l'économie.- Chris Severson-Baker, directeur général, Pembina Institute

Ce rapport devrait être un appelàl'action.L'avenirdenos enfants dépend des choix politiques qui sont faitsaujourd'hui.Lespiresrépercussions du changement climatique sont loind'êtreinévitables.Cependant, la seule façon d'éviter ces répercussionsestdeprendrerapidement nos distances de la production et de la combustiondepétrole,degazetde charbon. La bonne nouvelle, c'est que c'est exactementcequefontdenombreux homologues du Canada. Pourtant, le premierministreCarneyfaitavancer le Canada dans la direction opposée en doublantimprudemmentlaconsommation de combustibles fossiles. Le Canadatiredel'arrière.- Julia Levin, directrice associée, Climatnational, Environmental Defence

Un Canada résistant au climat demande augouvernement fédéral d'accélérer les efforts d'adaptation, notammentparl'entremise de la Stratégie nationale d'adaptation. Pour ce quiestdubudget de 2026, le gouvernement doit accorder la priorité auxinvestissements en adaptation, y compris un financement supplémentaire pourlesinfrastructures résilientes dans le cadre du Fonds pour bâtir des collectivitésfortes, ainsi qu'exiger que les fonds fédéraux ne servent pas à financerdenouvelles maisons dans les zones à haut risque d'inondation et de feuxdeforêt.- Rachel Barry, porte-parole, Coalition pour un Canada résistantau climat